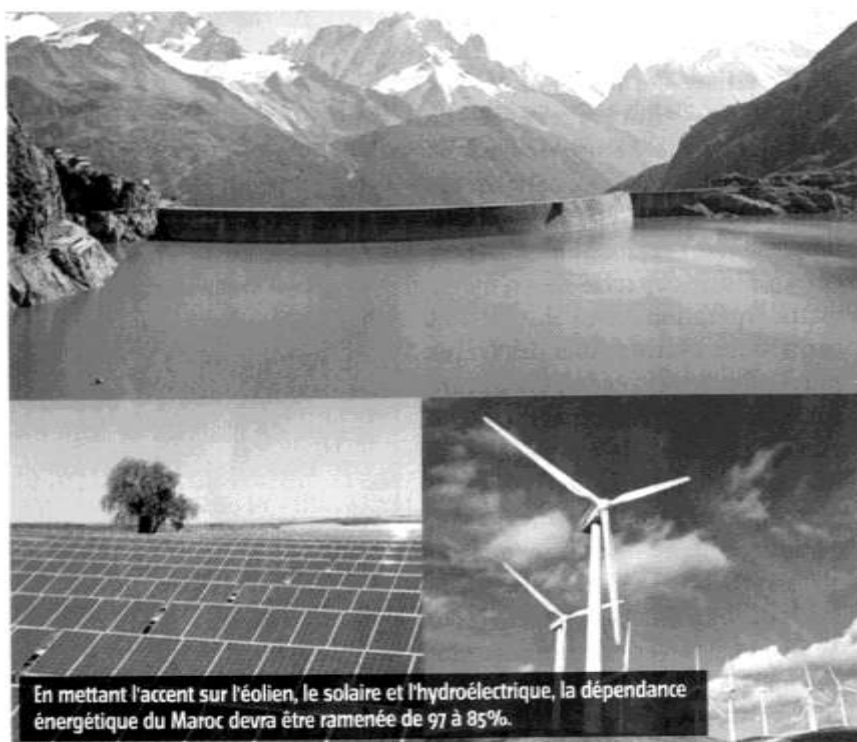


DÉFI Pour mettre fin à la dépendance pétrolière, plusieurs pays veulent repenser leur stratégie énergétique. Le Maroc l'a fait.

Energies vertes

L'eau, le vent et le soleil



En mettant l'accent sur l'éolien, le solaire et l'hydroélectrique, la dépendance énergétique du Maroc devra être ramenée de 97 à 85%.

Disposant d'une énergie solaire intarissable, mais nécessitant de lourds investissements qui dépassent de 5 à 10 fois les ressources financières nécessaires pour les énergies dites traditionnelles, le Maroc a décidé à relever le défi des énergies renouvelables.

F-Z]

La dépendance énergétique extrême a poussé le Maroc, depuis maintenant quelques années, à diversifier son offre énergétique. Actuellement, 26% de la consommation énergétique proviennent des énergies renouvelables. Cependant, alors que la demande énergétique est de plus en plus forte,

Le financement se fera dans le cadre de partenariats public-privé, avec des acteurs de référence.

le degré d'«énergétisation» du pays demeure faible. La cause ? Le potentiel national en énergies renouvelables reste inexploité. Le Maroc bénéficie

d'un ensoleillement important (5Kwh/m²/j), d'une forte exposition aux vents (6000 MW) et d'un potentiel hydraulique significatif (plus de 200 sites).

D'après Mohamed Garoum, président de l'Association maroco-française de l'énergie et de l'environnement, le royaume a fortement intérêt à varier ses sources énergétiques et se tourner vers les énergies vertes. Et ce n'est pas Abdallah Alaoui, le président de la Fédération de l'énergie relevant de la CGEM, qui pourrait dire le contraire. Selon lui, les énergies renouvelables séduisent plus d'un pays. Et pour cause. «Avec le jeu de yo-yo que fait le prix du pétrole et les pro-

blèmes environnementaux causés par les centrales thermiques, bien des pays s'orientent vers l'énergie verte», souligne-t-il. Le Maroc a tout compris, et les énergies renouvelables sont désormais inscrites dans l'agenda politique du pays.

Lors des dernières assises de l'énergie, le ministre de l'Énergie a déclaré que le Maroc a opté pour une solution économique bien établie pour renforcer la sécurité d'approvisionnement en énergie, mitiger le changement climatique et promouvoir le développement durable, outre la réduction de la dépendance énergétique. Pour Amina Benkhadra, le Maroc est entré de plain-pied dans le 21^e siècle en déci-

dant de réduire de façon substantielle sa facture énergétique. La nouvelle stratégie vise aussi à construire un bouquet électrique optimisé autour de choix technologiques fiables et compétitifs. Le pari est lancé. La dépendance énergétique du Maroc devra être ramenée de 97 à 85%. Le pays ambitionne aussi de porter à 20% sa part d'énergies renouvelables dans la production d'électricité en 2012, en mettant l'accent sur l'éolien, le solaire et l'hydroélectrique. C'est un méga challenge que le Maroc vient de lancer.

Cap sur 2020

Le méga projet de 9 milliards de dollars visant la production de 2000 MW à l'horizon 2020 grâce à l'énergie solaire, dévoilé il y a quelques jours, est le dernier exemple en date des projets marocains en matière d'énergie d'avenir. Devant générer, à terme, 70 milliards de DH d'investissements

D'ici 2015, le baril de pétrole dépassera de loin l'actuel cours. Un avantage pour les énergies renouvelables pourrait ainsi diminuer.

public et privés, ce chantier surprend par sa taille et par son coût. Mais se pose alors la grande question : qui va financer ? Le budget de l'Etat va-t-il supporter une si lourde enveloppe ? Privilégiant dans ce cadre des mécanismes de financement diversifiés, Ali Fassi Fihri, directeur général de l'Office national de l'électricité (ONE), s'est montré rassurant sur le financement qui se fera dans le cadre de partenariats public-privé, ciblés et équilibrés, avec des acteurs de référence à l'échelle nationale et internationale. «Le secteur est très rentable et suscite un intérêt particulier à l'échelle planétaire», a précisé A. Fassi Fihri, rappelant que le Maroc participe au Plan solaire Méditerranée lancé par l'Union pour la Méditerranée. Dans ce cadre,

sur les 130 projets solaires prévus, le pays devrait en accueillir une vingtaine et devenir exportateur d'énergie. Mieux encore, le DG a précisé que le Maroc, de par ses atouts dans le domaine des énergies renouvelables, est toujours sollicité par les entreprises internationales, notamment japonaises, allemandes, américaines et espagnoles, pour développer des projets dans ce secteur.

Concrètement, en ce qui concerne le projet solaire, Ali Fassi Fihri a précisé que 30% des 70 milliards de DH proviendront de fonds propres et les 70% restants seront obtenus par des crédits concessionnels contractés auprès de bailleurs internationaux comme la Banque européenne d'investissement (BEI) ou l'Agence de développement allemande (KfW). Les fonds propres, précisément, seront apportés par l'Agence marocaine de l'énergie solaire, baptisée Moroccan agency for solar energy, et les partenaires privés. Totalement dédiée au pilotage et à la conduite de ce vaste programme de production électrique solaire, cette agence devrait voir le jour au

plus tard le 15 décembre prochain. Elle aura pour missions la qualification des sites, la conception, les études techniques, les choix des opérateurs, le suivi de la réalisation et de l'exploitation du programme. Plus, chacun des sites bénéficiera d'un financement adéquat une fois que l'appel d'offres correspondant sera lancé. S'agissant des avantages comparatifs, une question se pose : un tel investissement ne reviendrait-il pas plus cher que l'importation de l'énergie ? D'après A. Alaoui, si des projets en matière d'énergie renouvelable n'existaient pas, nous aurions été amenés à investir dans des stations thermiques dont la production serait basée sur le charbon ou sur le gaz naturel, ou encore le pétrole. Or, d'ici 2015, le baril de pétrole dépassera

de loin l'actuel cours de 80 dollars. D'où un avantage pour les énergies renouvelables dont le kWh reviendra moins cher.

D'après les prévisions avancées, la contribution des énergies renouvelables dans le bouquet électrique va passer de 26% en 2008 à 42% en 2020. C'est ce qui devra permettre au pays d'économiser, sur cette même période, un million de tonnes de pétrole, représentant un gain de près de 500 millions de dollars.

Autre avantage, le secteur des énergies renouvelables est fortement générateur d'emplois. Les perspectives sont de l'ordre de 11.000 postes d'ici 2010. Mais les besoins en compétences dans ce domaine pourraient poser problème. «Ce projet répond à la fois à des besoins sociaux, environnementaux et économiques. Les besoins en compétences de ce secteur sont donc biens réels. Mais nous avons la volonté et les moyens pour réussir ce projet d'envergure», répond Berada Charafeddine, président de l'association professionnelle Cobaty Maroc. Il explique que les besoins en main-d'œuvre qualifiée sont à l'origine du projet de création d'un centre de formation aux métiers des énergies renouvelables. L'objectif premier est de former des jeunes marocains sans qualification afin qu'ils acquièrent un métier tout en soutenant une filière en pleine expansion. Entrent aussi dans ce cadre, la mise en place d'une filière spécialisée en énergie solaire au sein des grandes écoles d'ingénieurs et des universités, la création d'un centre de recherches dans le domaine de l'énergie, de l'environnement et des matériaux, le transfert du savoir-faire et de la technologie et le développement d'un tissu industriel spécialisé.

De son côté, Mohamed Garoum soutient que les énergies renouvelables se veulent un levier de croissance et un accélérateur du développement humain.